



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement  
DCPPAT - BICUPE - SIC - CD - 2024 - 163

Arras, le

**29 AOÛT 2024**

**Commune de ARDRES**

**Société RAMERY ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE**

**Vu** le Code de l'environnement,

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 février 2024 mettant en demeure la société RAMERY ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Parc d'Entreprises, La Motte du Bois 62440 HARNES, et qui exploite une installation de transit et broyage de bois située sur la commune de ARDRES (62610), de respecter les prescriptions des articles 5.2.2, 5.3.8.1 et 10.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2018 ;

**Vu** la visite de l'inspection de l'environnement en date du 4 juillet 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 6 août 2024 ;

**Considérant** que l'inspection de l'environnement a constaté le 4 juillet 2024 que la société RAMERY ENVIRONNEMENT a respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 susvisé ;

**Considérant** qu'il convient donc d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 susvisé ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Objet**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 susvisé, pris à l'encontre de la société RAMERY ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé Parc d'Entreprises, La Motte du Bois 62440 HARNES et qui exploite une installation de transit et broyage de bois située rue de la Sucrerie Pont d'Ardres – 62610 ARDRES, **sont abrogées.**

### **Article 2 : Délai et voie de recours**

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 : Publicité**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

### **Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de CALAIS, le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RAMERY ENVIRONNEMENT et dont une copie sera transmise à la mairie de ARDRES.

Pour le préfet,  
le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société RAMERY ENVIRONNEMENT
- Sous-Préfecture de CALAIS
- Mairie de ARDRES
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD littoral)
- Dossier